

Démocrature 2014-2018 : Hery veut faire le martial

Tribune – Edito – Ndimby A. & Patrick A. – 16/07/16

Depuis quelques semaines, l'équipe Rajaonarimampianina tente ce que les politistes [1] appellent « une restauration autoritaire » [2], dont le vote précipité du Code de la communication liberticide est une nouvelle étape. Il avait été précédé par le mandat de justice lancé sur des bases fallacieuses [3] contre le Colonel Lylison, même si ce dernier est loin d'être un enfant de chœur. Il a été suivi par la répression récente des protestations des [villageois de Soamahana](#), paysans désarmés mais qui tentent courageusement de protéger l'exploitation de leurs terres contre une des nouvelles chinoiseries du régime Rajaonarimampianina. Comment comprendre par quelles voies tortueuses un pouvoir qui se prétend démocrate en est-il arrivé à ce terrain glissant des dérives autocratiques ?

Rancœurs héritées du passé récent...

Aucun pouvoir n'aime les insolents. Encore moins lorsqu'au-delà de l'impertinence, pointent les vérités qui font mal. Dernier cas en date dans notre pays, le port par la Première dame d'une robe de marque Dolce & Gabbana dont le prix public est de 7745 dollars. Il est certes humain de vouloir montrer qu'on est « parvenu » à changer de statut, mais il est toujours mal vu de l'afficher de manière ostentatoire, surtout dans le contexte de pauvreté de Madagascar. L'*ananasgate*, en référence au fruit qui orne ladite robe, a enflammé les réseaux sociaux qui ont érigé l'ananas en symbole du régime actuel et de ses turpitudes. Mais il paraît qu'en haut lieu, « on » aurait été vexé de cette campagne.

Le passé récent et la relative liberté de presse (du moins, jusqu'ici) ont permis la large divulgation de dérapages de la part des personnes actuellement au pouvoir, dont les médias ne manquent pas de souligner l'arrogance, la corruption, le gaspillage d'argent public et l'absence de performance. Au delà de l'anecdote de l'*ananasgate*, on soulignera comme autre cas concret et typique la libération de Bekasy : arrêté pour trafic de bois précieux, libéré de prison, puis autorisé à quitter le pays sur une « intervention ». Autre cas qui montre l'embarras des autorités malgaches actuelles : leur réticence pour coopérer avec celles de Singapour, toujours dans une affaire de bois précieux traitée par la justice singapourienne. On pourrait multiplier les exemples de révélations de scandales impliquant l'Exécutif, les Ministres et/ou les députés par les médias traditionnels et sociaux.

Le vote au forcing du Code de la communication peut donc se voir à la lumière de ce passé récent, et refléter la volonté de vengeance mesquine des concernés par l'*ananasgate*, mais aussi et surtout des ministres, conseillers et députés pointés du doigt pour des actes répréhensibles. Il n'y a pas si longtemps, un [pédophile notoire](#) élu au sein de l'Assemblée nationale avait eu le culot de s'en prendre publiquement à la presse pour avoir révélé ses appétits pour la jeunesse de sa région. Sans oublier les rancœurs provoquées par les critiques systématiques et justifiées de la presse, toujours en première ligne pour critiquer la propension des députés à demander des avantages faramineux et incongrus (véhicules 4x4, passeports diplomatiques pour eux et leurs familles etc.).

... mais anxiété face au futur proche.

Mais l'adoption quasi en catimini de ce Code de la communication peut aussi se lire à la lumière du futur proche. Obnubilés par l'échéance de 2018, Hery Rajaonarimampianina et son entourage souhaitent aplanir les turbulences que génèrent les révélations et les critiques. Faute d'y arriver par la performance et les preuves de compétence qui répondent aux abonnés absents, ils en sont réduits à le faire par l'intimidation et la répression. L'idée est de réduire au silence les empêcheurs de tourner en rond qui pourraient nuire aux tentatives de réélection, laquelle réélection passe par la constitution d'un « trésor de guerre » destiné à financer la campagne électorale. Et ils n'ont pas nécessairement envie qu'on leur pose des questions par rapport à l'origine de ce « trésor » et aux méthodes utilisées. Par conséquent, ils tentent de museler la presse, comme tant d'autres grands démocrates ont fait avant eux dans le monde et à Madagascar. Pour ne citer que la famille Kim (Il Sung, Jong Il, Jong Un...), Kadhafi, Erdogan, Saddam Hussain, Ratsiraka, Ravalomanana, Rajoelina...



L'échiquier politique montre donc la spirale autocratique du comportement du Président Rajaonarimampianina, qui supporte de moins en moins la critique et la contradiction et s'affiche de plus en plus sous la coupe d'un entourage qui est loin d'être un modèle d'intégrité et de clairvoyance [4], et se révèle plus préoccupé à jouer aux parvenus qui veulent s'enrichir de façon rapide et durable, qu'à se préoccuper du sort des Malgaches. Un Président dont le pays pointe aux dernières places des classements internationaux sur la pauvreté, et qui se permet de demander à ce qu'on lui prouve que Madagascar est un pays pauvre, veut-il sincèrement être pris au sérieux, ou postule-t-il pour une place au Jamel Comedy Club ?

Il a donc peu de chances d'être réélu sur son bilan, alors que ses principaux rivaux potentiels fourbissent leurs armes. Ses conseillers véreux lui ont donc suggéré de créer l'arsenal juridique qui lui permettrait de « contrôler » la presse, faute de pouvoir la séduire.

Scier la branche sur laquelle l'on est assis...

Mais ce bras de fer avec la presse se révèle plein de périls. La situation exacerbe la tension politique préexistante et menace de coaliser contre les dirigeants actuels des groupes d'opinion qui restent (encore) relativement en marge de l'agitation politicienne. Pour un pouvoir impopulaire dès le départ, élu par seulement un électeur sur quatre en 2013, le dilemme est complet : mollir risque de se payer très cher, mais persister obligerait à durcir de manière spectaculaire, avec ce que cela comporte de risques pour l'image des dirigeants.

D'ores et déjà, la mauvaise publicité provoquée par l'adoption controversée du Code de la communication affaiblit le discours ressassé par le Président de la République sur les tribunes internationales. Ce discours est basé sur la légitimité d'autorités mises en place par des élections démocratiques et la mise en avant de la stabilité politique et des progrès institutionnels. Le comptable Hery Rajaonarimampianina peut-il se permettre de fragiliser de tels arguments, alors que Madagascar tentera dans les prochains mois d'engranger les dividendes d'importants défis internationaux : réunion des bailleurs de fonds de Madagascar, tenue à Antananarivo des sommets de l'Organisation Internationale de la Francophonie et du COMESA ?

... ou chercher une autre voie ?

Beaucoup d'eau a certes coulé sous les ponts depuis 2009, année où le précédent projet de tenue à Madagascar du sommet de la Francophonie avait avorté suite à un coup d'État. Néanmoins, le fait que le détonateur de cette crise avait été la décision de fermer la station de télévision Viva constitue un rappel, s'il en était besoin, qu'à Madagascar la liberté de la presse a toujours été un combat « chaud », et que depuis 1991 les quelques tentatives des gouvernants successifs de la bâillonner par la répression et la coercition n'ont pas eu d'effet durable et ont tourné à leur désavantage.

La crise de 2009 avait cependant également révélé des médias en proie aux affres du *felaka* [5] et pouvant être fortement divisés. Dans un contexte marqué par des tentatives de récupération politique, la classe politique au pouvoir pourrait être tentée de parier sur une implosion de l'actuel mouvement de protestation. Entre ce qui risquerait d'être une victoire à la Pyrrhus et une éventuelle sortie « par le haut » de la situation actuelle, un choix plus raisonné que celui fait dans la nuit du 8 juillet est-il encore imaginable ?

A moins que Hery ne persiste à vouloir faire le martial....

Notes

[1] Rappel : un politiste est quelqu'un qui a étudié la science politique, alors que n'importe qui (surtout à Madagascar) peut s'autoproclamer politologue.

[2] Bayart Jean-François, « La démocratie à l'épreuve de la tradition en Afrique subsaharienne », Pouvoirs 2/2009 (n° 129), p. 27-44

URL : www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-27.htm.

[3] Poursuites lancées sans demande d'autorisation auprès de l'Assemblée nationale, alors que les conditions de qualification en flagrant délit selon l'article 206 du code de procédure pénale n'étaient pas réunies.

[4] On rappellera qu'on l'a mis en garde dès [les lendemains de son élection](#).

[5] *Felaka* : corruption de journalistes pour faire paraître des articles de complaisance

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Democrature-2014-2018-Hery-veut,22280.html>